Argentine: l'entreprise récupérée Zanon encore menacée

30-10-2007

A la demande d'un créancier italien, la Chambre d'Appel a ramené à un an l'autorisation pour la coopérative ouvrière FASINPAT de gérer l'entreprise de céramique Zanon. Les ouvriers avaient obtenu l'autorisation judiciaire d'exploitation jusqu'en 2009. Les ouvriers ne permettront pas que l'usine soit vendue aux enchères et réclament un entretien avec le gouverneur de la province de Neuquen pour exiger l'expropriation et l'étatisation.

« Cette résolution est une claire attaque du gouvernement envers les travailleurs et les expériences d'autogestion », ont exprimé les ouvriers de Zanon dans un communiqué de presse en allusion à la mesure judiciaire abrégée jusqu'en octobre de l'année prochaine l'autorisation à la coopérative FASINPAT pour exploiter et commercialiser les céramiques Zanon. Cette semaine, la Cour d'Appel du Tribunal Commercial N°9 de Buenos Aires a admis l'appel déposé par SACMI SA, entreprise italienne créancière de Luis Zanon et a approuvé la proposition du parquet de réduire à deux ans le délai de trois ans que le Juge Rafael Barreiro avait accordé aux céramistes après leur avoir renouvelé l'autorisation pour continuer à fonctionner sous gestion ouvrière. Cet avis judiciaire signifie qu'à partir du 20 octobre de l'année prochaine les coopérativistes n'auront plus de protection judiciaire pour continuer. L'appel présenté par SACMI, qui exige le recouvrement de 30 millions de pesos par le biais de la vente aux enchères de l'usine, a été approuvé par l'AFIP (Administration Fiscale - Gouvernement National) et la Banque Mondiale, entre autres créanciers. Les céramistes ont annoncé en conférence de presse qu'ils présenteront un nouveau recours en appel devant la Cours Suprême de Justice et qu'ils insisteront pour être reçus par le nouveau gouverneur élu à Neuquen, Jorge Sapag, afin de discuter sur le projet de loi d'expropriation et d'étatisation de l'usine qui a été présenté à deux reprises devant le parlement de cette province et une fois devant le Congrès National.

« Aujourd'hui plus que jamais nous exigeons publiquement cette réunion et le ferons également à travers une marche jeudi 25 octobre, les travailleurs nous ne permettront pas que Zanon sous contrôle ouvrier soit vendu aux enchères ni qu'on mette fin au sens social de l'usine et qu'il ne reste qu'un hangar vide et des centaines de familles à la rue. » ont-ils exprimé dans le communiqué. Pour sa part, Alejandro Lopez a dénoncé : « Ils veulent mettre fin au sens social que la gestion ouvrière a donné à l'usine, contrairement à la situation précédente » et il a annoncé que ils se réuniront lundi 22 à 18 hs au siège du Syndicat Céramiste à Neuquen pour informer les organisations sur leur résolution et les pas à suivre. SACMI SA est une entreprise fournisseuse d'équipements qui approvisionnait Luis Zanon pendant sa gestion avant qu'il ne tente de fermer l'usine. Quelques mois auparavant, la firme avait fait appel pour révoquer le jugement du Juge Rafael Barreiro qui avait accordé aux ouvriers un délai de trois ans pour l'exploitation commerciale de Zanon. En 2005, Barreiro a décrété la faillite de Zanon et en juillet 2006 il a accordé l'exploitation commerciale à la coopérative des céramistes. SACMI est un des nombreux créanciers de Luis Zanon pendant sa gestion, envers lequel celui-ci a contracté une dette de 30 millions de pesos. Les autres créanciers sont la Banque Mondiale, la Banque Crédit Suisse et les gouvernements National et Provincial. La dette totale est de 170 millions de pesos dont le créancier majoritaire est la Banque Mondiale, avec 22 millions de dollars. Mariano Pedrero, avocat de Zanon a déclaré à ANRed l'existence d'une claire complicité entre Zanon et SACMI pour désintégrer la gestion ouvrière vu que la firme italienne a refusé le recouvrement de sa dette sur les biens personnels que Luis Zanon avait engagé comme garantie de paiement lors d'une des dernières opérations d'achats. Face à un tel fait, SACMI refuse non seulement le recouvrement de sa créance sur les biens particuliers de la famille Zanon mais a également renforcé sa position en demandant la mainlevée de la faillite personnelle de Zanon. En contre-offensive, SACMI demande la vente aux enchères de l'usine », a dénoncé Pedrero. L'appel déposé par Eduardo Mario Fenochietto, représentant de SACMI Impiante S.A. et SACMI Imola S.A. avait déjà été soutenu par le Parquet le 3 juillet dernier. Celui-ci avait alors suggéré et présenté la proposition d'abrégé le délai de la gestion ouvrière à deux ans et a ensuite voulu rendre effective la vente aux enchères de l'usine afin de payer les créanciers. À cette occasion, Pedrero a exprimé : « SCAMI a pardonné les millions que Luis Zanon ne lui a jamais payé et a délivré de sa garantie personnelle en demandant la mainlevée de la faillite et la fin de la gestion ouvrière pour recouvrer sa dette par le biais de la vente de l'usine et de tout l'équipement. Il est clair que SACMI et Luis Zanon opèrent ensembles pour mettre fin à la gestion ouvrière et demander l'expulsion et la vente aux enchères ». Dans le dossier présenté par le Parquet aux Juges de la Salle E de la Cour d'Appel il est détaillé que « la continuité de l'exploitation de l'entreprise en faillite permettra d'obtenir le meilleur prix de la réalisation des biens, ce qui bénéficiera la masse des créanciers ». Cela ne fait qu'exprimer la spéculation favorisant les créanciers au cas où l'usine était vendue aux enchères, vu la revalorisation dont les biens meubles et immeubles ont fait l'objet grâce à l'entretien et l'investissement effectués par les ouvriers. Peu de temps après avoir célébré leur sixième année de gestion, les ouvriers de Zanon produisent aujourd'hui 375.000 m2 par mois, étant partis de zéro. Le mois dernier, ils ont exporté pour la première fois au Chili. Durant leur gestion, il ont créé plus de 250 postes de travail, investi des sommes millionnaires pour réparer et entretenir les équipements, réduit les indices d'accidents de travail, donné des milliers de mètres de céramiques à des organisations et institutions sociales ainsi que de l'argent pour adhérer aux fonds de grève d'organisations en lutte tout au long du pays. Cela prouve le succès de la gestion de l'usine en mains des céramistes malgré le boycott politique, judiciaire et législatif qui, par action ou omission, a tourné le dos à l'une des gestions les plus réussies en ce qui concerne la récupération d'entreprises, aussi bien à niveau de la production que du développement politique dans la région. Zanon veut continuer à respirer l'autogestion. Mobilisation jeudi 25 octobre en soutien à la gestion ouvrière de Zanon Communiqué de presse 23/10/07 Convoquée par les ouvriers et les ouvrières de Zanon

Sous Gestion Ouvrière et le Syndicat Céramiste de Neuquen, une réunion multisectorielle s'est tenue au siège du SOECN pour décider les pas à suivre face à cette nouvelle atteinte à la Gestion Ouvrière. Lors de la réunion, après avoir analysé la situation, il a été résolu de: 1) Convoquer toutes les organisations sociales, syndicales, d'étudiants, politiques et des Droits de l'Homme à une mobilisation jeudi 25 octobre à 10 hs EN DÉFENSE DE LA GESTION OUVRIÈRE ET POUR L'EXPROPRIATION ET L'ÉTATISATION SOUS GESTION OUVRIÈRE DE ZANON. 2) Lancer une campagne de multiples activités pour mettre la communauté en état d'alerte et exiger immédiatement que le projet de lois des céramistes soit traité. 3) Convoquer toutes les organisations nationales à une réunion nationale jeudi 1er novembre à l'Hôtel BAUEN récupéré par les travailleurs, pour analyser la situation des travailleurs en général et les situations d'atteintes et persécutions des travailleurs du métro, de l'Hôpital Francés, de l'Indec, entre autres, et particulièrement la situation des usines et entreprises récupérées.

Signatures : Syndicat céramiste de Neuquén- Zanon Sous Gestion Ouvrière- Commission de Femmes de Zanón BGO- ATEN Section Capital Section Plottier-ATEN Section Senillosa- Groupements ATEN: Negra, Púrpura, Ambar, Marrón, Fucsia. Syndicat de Télévision - Délégués de: MAM, des fruits, Travailleurs Municipaux de Centenario, Commission Interne des Papetiers, délégués et travailleurs des Hôpitaux Bouquet Roldán, Heller, Centenario, Castro Rendón - Groupement Violeta Negra Ate, de la Branche de la Santé - Travailleurs non enseignant Trabajadores de l'Université Nationale du Comahue (UNCO) "El Colectivo"- Fédération Universitaire du Comahue - Centre d'étudiants de Ingénierie- Centre d'étudiants d'Humanités - Centre d'étudiants des Sciences de l'Éducation - Centre d'étudiants des Beaux-Arts - Groupement Universitaires: En Clave ROJA - CEPA -JUS - Éducation prolétaire - E.CO En Lucha- ARDE. Groupement Juvenil Révolutionnaire NO PASARAN- Organismes de DDHH: HIJOS Alto Valle, CEPRODH, ZAINUCO, Pastorale Sociale évêché de Neuquén. Fondation Hueche Colonia Nueva Esperanza - Collectif EL GALPON- Mouvement Social Dignité de Cipolletti - VOS (groupement Vecinal Obrera y Socialista), Courant des Travailleurs - CCC- Groupement Transumante Sur, Partis: PTS, PO, PCR, Izquierda Socialista, POR, Izquierda de los Trabajadores... SOECN ANRed, 22 octobre 2007.

Traduction ejk <http://amerikenlutte.free.fr>